

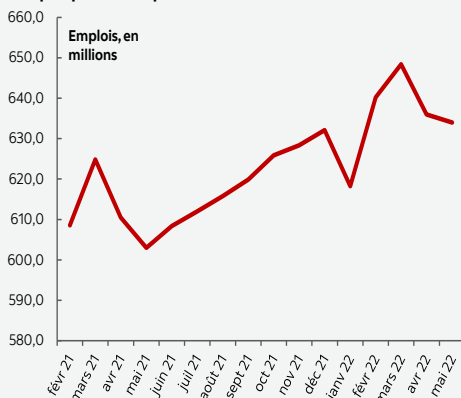
#### Contributeurs

##### Nikita Perevalov

premier directeur, Prévisions économiques  
437.775.5137

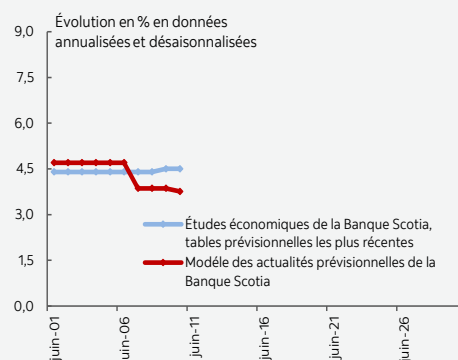
Études économiques de la Banque Scotia  
[nikita.perevalov@scotiabank.com](mailto:nikita.perevalov@scotiabank.com)

Graphique 1: L'emploi au Canada



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Haver Analytics, Statistique Canada.

Graphique 2: L'évolution des actualités prévisionnelles du T2 de 2022 des Études économiques de la Banque Scotia



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Bloomberg, Haver Analytics.

## Les actualités prévisionnelles de la Banque Scotia : la baisse des heures de travail fait plonger légèrement, à 3,76 %, la croissance du PIB au T2 de 2022

Cette note fait partie d'une série qui sera publiée dans la foulée d'importants communiqués statistiques pour documenter les comptes rendus mécaniques des actualités prévisionnelles du PIB canadien d'après le modèle des actualités prévisionnelles de la Banque Scotia. L'évolution de ces actualités prévisionnelles viendra éclairer les perspectives macroéconomiques officielles des Études économiques de la Banque Scotia.

Le modèle est décrit dans une note correspondante accessible sur [ce lien](#).

- En mai, l'économie canadienne s'est enrichie de milliers de nouveaux emplois en chiffres nets, même si certains secteurs du marché du travail ont fait moins bien. Malgré l'augmentation nette de +40 K du nombre de Canadiens employés en mai (+0,2 % sur un mois), essentiellement dans des postes à temps plein, ainsi que la régression de 0,1 point de pourcentage du taux de chômage, qui s'est établi à 5,1 %, les heures de travail dans l'ensemble de l'économie ont baissé de -0,3 % sur un mois. Ces heures de travail ne se sont pas rétablies après avoir baissé encore plus, soit de -1,9 % sur un mois, en avril. Dans l'ensemble, la léthargie des heures de travail malgré une croissance relativement vigoureuse de l'emploi jusqu'à maintenant au T2 de 2022 laisse entendre que la croissance globale du PIB sera légèrement inférieure, ce qui inscrit à +3,76 % la croissance du PIB selon les actualités prévisionnelles sur un trimestre en rythme désaisonnalisé et annualisé.
- Du point de vue de l'emploi, la conjoncture a été relativement vigoureuse en mai, grâce à un gain de +135 K des nouveaux postes à temps plein en chiffres nets, ce qui a en partie été effacé par la baisse de -96 K dans les postes à temps partiel. Le secteur des services a essentiellement porté les gains de l'emploi en mai (+81 K de nouveaux emplois en chiffres nets), surtout dans le commerce de gros et de détail (+38 K), dans l'éducation (+24 K), ainsi que dans les services d'hébergement et de restauration (+20 K). Dans ces secteurs d'activité, les entreprises ont profité de la reprise soutenue des dépenses de consommation dans les services à contacts rapprochés, ainsi que dans l'augmentation des achats au détail en présentiel, qui ont progressé au détriment du commerce électronique. (Veuillez cliquer sur [ce lien](#).)
- La léthargie de l'emploi s'est concentrée dans les secteurs des biens, surtout l'activité manufacturière (-43 K). Une longue liste de facteurs pèse sur la croissance dans le secteur manufacturier à court et à moyen terme, qu'il s'agisse des pénuries chroniques de pièces détachées et des blocages généralisés de la chaîne logistique, en passant par les prix des produits de base et la rotation de la demande exprimée par les consommateurs dans les dépenses consacrées aux services.
- À l'heure où l'emploi continue de progresser et alors que le taux de chômage a dégringolé pour atteindre un nouveau creux sans précédent de 5,1 % en mai, l'équilibre du marché du travail a continué de faire monter les salaires moyens (+3,9 % sur un an), même si ce rythme de progression est nettement surclassé par la hausse des prix à la consommation (IPC total : +6,8 % sur un an en avril).
- Dans l'ensemble, les signaux contrastés télégraphiés par le marché du travail ne sont guère étonnants, compte tenu des fortes turbulences mondiales qui ébranlent l'économie du monde, et il faut s'attendre à cette volatilité dans l'avenir prévisible. Malgré tout, l'économie canadienne continue de bien tirer son épingle du jeu, et il faut analyser les quelques indicateurs décevants—qu'il s'agisse des heures de travail ou des exportations de marchandises hésitantes—dans le contexte de la vigueur soutenue de la demande intérieure au Canada.

Tableau 1: Actualités prévisionnelles du PIB canadien au T2 de 2022

	Date des actualités prévisionnelles	Croissance du PIB au T2 de 2022 en %
Actualités prévisionnelles initiales	07-juin-22	3,86
Révisions et autres statistiques		0.00
Emploi au Canada		+0.03
Heures de travail au Canada		-0.13
Actualités prévisionnelles à jour	10-juin-22	3,76

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

**Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.**

<sup>MD</sup> Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont

Scotiabank Europe plc; Scotiabank (Ireland) Designated Activity Company; Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., de Grupo Financiero Scotiabank Inverlat et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.